

Manifestation “Non à TTIP & CETA”,
Intervention de Jean Feyder
Luxembourg le 8 octobre 2016

Bonjour chers amis,

Le CETA est-il devenu ce modèle d'accord innovateur, équilibré et exemplaire, comme Monsieur Asselborn veut nous le faire croire? A cet effet, il est utile de savoir comment fonctionne le premier accord de libre-échange jamais créé, je parle de l'ALENA (NAFTA) conclu entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, entré en vigueur en 1994. Il peut nous aider à comprendre les dangers qui nous menacent avec le CETA.

L'ALENA a d'abord été une catastrophe pour les petits producteurs de maïs mexicains dont deux millions ont été ruinés par les importations dumping de maïs des Etats-Unis. Ce qui explique aussi l'immense problème des migrations du Mexique vers les Etats-Unis. Toutes les multinationales américaines ont des filiales au Canada et dominent son économie: de Monsanto à Cargill, de Coca-Cola à Walmart et j'en passe. Elles profitent pleinement de l'instance d'arbitrage de l'ALENA qui est similaire au système de Cour d'Investissement prévu par le CETA. Sous l'ALENA, le Canada a été poussé devant cette instance 37 fois, dans huit cas il a perdu ou a trouvé un règlement. Il a payé au total pour dommages à des entreprises étrangères plus de 170 millions de dollars, soit en moyenne près de huit millions chaque année. Les procès en cours concernent un vaste champ de mesures prises par le gouvernement canadien allant d'un moratoire sur la fracturation hydraulique et un retrait d'une autorisation de forage jusqu'à une décision prise par les tribunaux canadiens annulant des brevets pharmaceutiques jugés insuffisamment innovateurs ou utiles. Des investisseurs sont en train de demander des dommages pour plusieurs milliards de dollars au gouvernement canadien.

Sous l'ALENA, le Canada a évolué vers une production agricole à large échelle, la moitié de sa production agricole étant réalisée par un peu plus de cinq pour cent de ses fermes. Le nombre de ces fermes a diminué de 45 pour cent en 40 ans. En vingt ans, le revenu agricole moyen a baissé de moitié alors que la valeur des exportations a triplé. Le Canada a des réglementations beaucoup plus faibles que l'UE pour les organismes génétiquement modifiés (OGM), les pesticides, les colorants, les poulets chlorés et les hormones. Il est le troisième producteur mondial le plus important pour la production d'OGM. Il vient d'autoriser la vente de saumon génétiquement modifié.

La nourriture représente pour nos sociétés une partie essentielle de notre mode de vie et de nos valeurs. Nous voulons une nourriture plus locale, plus durable, plus saine et produite sans pesticides. Les leçons à tirer de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, la COP21, ne disent pas autre chose. Elles imposent une transition urgente vers une agriculture agro-écologique. Le CETA nous conduit dans une direction opposée, vers une agriculture chaque fois plus industrialisée, vers des méga-fermes, une production non durable, la destruction d'une agriculture paysanne et un affaiblissement des réglementations existantes.

Déjà il y a un an, j'ai dénoncé ici l'impact désastreux de l'actuel système commercial mondial néo-libéral pour les pays en développement et surtout les moins avancés. La libéralisation forcée de leurs marchés, la baisse dramatique de leurs tarifs douaniers a privé les gouvernements de ressources précieuses les obligeant à réduire leurs programmes d'éducation, de santé et de développement au profit aussi d'une privatisation croissante. Tous leurs secteurs économiques ne disposant que d'une très faible productivité, ont perdu toute protection et ont été exposés à la concurrence internationale. Ce qui permet à nous Européens d'augmenter d'année en année nos exportations de viande de poulet, de lait en poudre et de concentré de tomate, pour ne citer que ces produits-là, vers les marchés du Sud, de l'Afrique,

à des prix de dumping. Nous ruinons ainsi les petits producteurs, les petits paysans, qui sont le plus souvent des femmes, et nous les excluons du marché. Est-ce alors surprenant que les Africains aussi soient de plus en plus nombreux pour qui l'unique perspective qui reste est de se mettre sur la route d'abord de l'exode rural, puis de partir de chez eux et de trouver le chemin vers l'Europe en passant par Lampedusa? Et nous connaissons bien les risques tragiques que cela comporte. Encore cette semaine et en deux jours, pas moins de 10 000 Africains ont passé la Méditerranée à grands risques.

Que fait la Commission Européenne? En 2014, elle a conclu des accords de libre-échange, les Accords dits de Partenariat Economique, avec les différentes régions africaines. Elle les a alors soumis au Parlement européen pour ratification.

Comme plus d'un an plus tard, certains pays comme le Nigéria, n'avaient toujours pas signé ces accords, la Commission a adressé en juin dernier un ultimatum aux pays africains avec le message suivant: Signez tous d'ici le 1er octobre prochain, sinon votre accès privilégié au marché européen vous est perdu. Dans le cadre d'une campagne de la société civile européenne, notre Cercle de coopération vient d'adresser une lettre à Monsieur Juncker pour lui faire connaître sa consternation en apprenant par la presse ce chantage, contraire à tout esprit de partenariat, et pour lui exprimer sa forte désapprobation. Il a souligné que ces accords qui visent à entièrement libéraliser les marchés africains pour plus de 80 % des produits importés, ne contribuent pas au développement mais servent uniquement les intérêts d'entreprises européennes. Ils risquent d'aggraver encore plus les migrations vers l'Europe. Le Cercle a aussi fait parvenir un message similaire à nos députés européens les invitant à ne pas ratifier de tels accords. Le Cercle demande la mise en place d'une autre politique commerciale et de développement. Une politique qui renforce notre appui à l'agriculture familiale sachant que cette agriculture assure 60 % de l'emploi en Afrique. Qui tienne compte de l'immense écart de productivité entre les économies des deux parties. Qui permette aux Africains d'organiser une régulation de leurs marchés et une protection adéquate de leurs petits producteurs et de leurs petits paysans. Que l'Europe arrête enfin cette scandaleuse hypocrisie qui consiste à protéger fortement son marché agricole, mais de refuser une telle protection aux pays africains beaucoup plus pauvres!

Nous disons donc

- non au TTIP,
- non au CETA,
- non aux accords de partenariat économique,
- non au néo-colonialisme,
- et pour une nouvelle politique commerciale et de développement avec l'Afrique, basée sur la justice et la solidarité

Je vous remercie